

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/119

G/SCM/W/128

19 octobre 1995

(95-3199)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT URUGUAYEN AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS¹

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 octobre 1995.

L'Uruguay affirme que l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 a été adopté en Uruguay par voie législative, et fait donc partie de sa législation interne. Il a par ailleurs souligné qu'aucun règlement d'application dudit accord n'a été pris pour le moment.

Question

- a) L'Uruguay pourrait-il expliquer les effets juridiques internes de l'Accord antidumping de l'OMC? Les agents publics uruguayens sont-ils tenus de respecter les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC? Les tribunaux uruguayens appliqueraient-ils l'Accord antidumping de l'OMC comme n'importe quelle loi nationale? Quelle est la base juridique de telles obligations?
- b) Comment l'Uruguay assurera-t-il le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC? Ce respect sera-t-il assuré par voie administrative ou le sera-t-il également par le moyen de révisions judiciaires, etc. comme en dispose l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?
- c) Est-il prévu d'adopter des règlements nationaux antidumping? Dans l'affirmative, quels en sont l'objet et le champ d'application prévus? Quand devraient-ils être promulgués?

¹G/ADP/N/1/URY/1 et G/SCM/N/1/URY/1.